

Discours du Président de la région Bretagne

Session du Conseil régional de Bretagne

Juin 2025

Seul le prononcé fait foi

Mesdames et Messieurs,

Cher.es collègues,

Avant de débiter mon propos introductif, permettez-moi de rendre hommage à deux élus qui ont siégé dans cet hémicycle et qui nous ont quittés ces dernières semaines ;

Jean-Pierre Dagorn, parti le 21 avril dernier, à l'âge de 76 ans, a été conseiller régional de 1998 à 2004. Ce centriste de Quimper est également connu pour avoir été conseiller municipal entre 1995 et 2001, sous Edmond Hervé, mais aussi conseiller général d'Ille-et-Vilaine.

Yvette Duval, socialiste, a elle aussi connu de nombreux engagements politiques ; maire de Plouzané, conseillère départementale, elle a été élue à la Région dans la majorité de Jean-Yves Le Drian, de 2004 à 2010, chargée du développement durable. Profondément engagée, même après son retrait de la vie politique, elle a continué de militer pour les valeurs de gauche qu'elle défendait. Elle est décédée à l'âge de 78 ans.

Je souhaite que nous saluions leur mémoire et leur engagement dans la vie politique bretonne.

Je vous remercie donc de respecter une minute de silence en hommage aux élus disparus.

Minute de silence

Au-delà des aspects protocolaires, je souhaite aussi personnellement rendre un hommage appuyé à **Ronan Le Louarn**, agent de la collectivité régionale pendant 24 ans, emporté par la maladie le 15 mai dernier. Fervent défenseur du service public, militant engagé pour la Bretagne, et notamment au service de la langue bretonne, il a façonné pendant plus d'une décennie la politique linguistique de la Bretagne, par son travail acharné et son engagement sans faille auprès des élu.es. Il a notamment contribué à la mise en place de l'agenda 21 au sein de la collectivité et a été l'artisan du Plan de réappropriation des langues de Bretagne que nous avons voté ici à l'unanimité en décembre 2023.

J'ai une pensée pour tous ses proches, et je sais qu'ils sont ici nombreux.

“Pause”

Je vous remercie.

Bretonnes,

Bretons,

Cher.es ami.es,

Cher.es collègues,

Ces derniers mois, voire dernières années, j'ai très souvent ouvert mon discours de session avec un commentaire à chaud de l'actualité

internationale. Invasion de l'Ukraine par la Russie lors de notre première session de 2022, le 24 février, condamnations des actes terroristes du Hamas après le 7 octobre 2023, annonces de réarmement massif de l'Europe il y a à peine quelques mois ... Aujourd'hui je pourrais encore introduire mon propos avec la tragédie de Gaza, ponctuée de crimes contre l'humanité, avec la guerre ouverte par Israël, poursuivie par les Etats-Unis, contre le régime des mollahs iraniens... Les crises majeures ne cessent de s'enchaîner sur le plan humain et géopolitique, et elles ont un impact évident jusqu'en Bretagne.

Il serait naïf de penser que l'on ferait encore face à une succession d'évènements dramatiques, quand nous sommes en réalité dans un état de *permacrise*, un état de crise en prolongation constante.

Face à cela, je l'ai déjà dit de nombreuses fois, il pourrait y avoir la tentation du renfermement, de l'isolement. Ce serait une grave erreur. De toutes les façons, l'on voudrait fermer les yeux, ne pas vouloir écouter le fracas du monde, qu'il finirait par s'imposer à nous tout de même. Nul homme n'est une île, écrivait John Donne. Les ardeurs belliqueuses sont désormais manifestes en orient comme en occident, et elles viennent déstabiliser fortement les équilibres sur lesquels était basée notre société. Or, nous ne pouvons nous contenter de rester spectateurs face aux insultes au droit international et à la tyrannie de la force, qui martyrise les peuples. Face à cela, je suis convaincu que le chemin le plus sûr pour défendre et protéger nos concitoyens des périls qui guettent, sous toutes leurs formes, c'est l'Europe. L'Europe d'ailleurs, et la France surtout, sont souvent moquées car seules à porter l'étendard du droit international, or c'est tout à leur honneur de rappeler l'importance de le respecter.

La Bretagne doit prendre sa part, sa place et faire entendre sa voix au niveau européen. N'oublions pas que nous sommes une région singulière, au cœur d'enjeux fondamentaux ; la Bretagne, c'est le siège de la dissuasion nucléaire française, et de fait, européenne. La Bretagne, c'est le quartier général de la cybersécurité. C'est aussi près de 5 000 kilomètres de côtes et un terrain exceptionnel pour le déploiement des énergies marines, au cœur de notre stratégie de souveraineté énergétique. La Bretagne c'est également la première des régions agroalimentaires françaises. Ne rougissons pas de l'importance que revêt notre région et soyons à la hauteur des enjeux et des défis qui naissent de la crise permanente.

J'ai ainsi souhaité que cette session soit l'occasion de deux rendez-vous pour prendre de la hauteur et rappeler que la Bretagne est une région engagée, par bien des aspects, pour la défense des valeurs démocratiques. Ainsi, nous accueillerons ce vendredi son Excellence l'Ambassadeur d'Ukraine en France, Vadym Omelchenko. Je ne doute pas que son témoignage et les échanges qui s'en suivront rendront manifeste et plus tangible encore pour chacun, l'épreuve existentielle que traverse l'Ukraine pour la défense de toute l'Europe.

Nous aurons également l'occasion demain de mettre à l'honneur la mémoire du 41^e Régiment d'infanterie lors d'une cérémonie au monument situé cet hémicycle régional. Ce 41^{ème} régiment a été celui des bretons et de la Bretagne, et celui qui a mis à l'honneur la résistance bretonne. Il a notamment participé à la libération des poches de Lorient et Saint-Nazaire en mai 1945. Alors que certains misent sur les mémoires qui s'estompent

pour réactiver les mouvements antidémocratiques, et dans une époque où d'autres valorisent carrément leur ignorance du passé et des leçons de l'histoire, je souhaite que nous honorions cette mémoire et rappelions la contribution des bretons à la défense de la France.

La Bretagne est une région engagée. C'est une région qui agit, et qui doit participer au débat national et européen. La Bretagne ne peut pas se laisser aller dans la période que nous traversons. Cela signifie que la bonne gestion ne suffit pas, mais que nous devons être portés sur l'action, avec un cap. Cela signifie, faire de la politique, au sens noble du terme. Ce qui veut dire que nous devons assumer une stratégie pour construire la Bretagne de demain. Cette stratégie c'est d'abord de répondre aux besoins fondamentaux, avec les enjeux de l'alimentation, de la cyber, de l'énergie, de l'intelligence artificielle. Nous nous doterons ainsi lors de cette session d'un cadre stratégique en matière de données et d'intelligence artificielle, qui se distingue par sa portée éthique, ses ambitions de souveraineté numérique, et son inscription dans un projet de société respectueux des libertés individuelles, de l'environnement et des spécificités bretonnes.

La stratégie horizontale bretonne, c'est ensuite de garantir la robustesse de notre système breton : cela implique le maintien de notre cohésion sociale, d'assurer la transition énergétique de nos entreprises, de garantir des écoles de bon niveau, de concevoir un aménagement de notre territoire avec des infrastructures pérennes et j'y met les transports, condition de notre liberté future dans le monde qui vient. Nous verrons dans cette session le débat sur la fiscalité des mobilités. Et nous parlerons également dans cette session de

nos infrastructures portuaires, indispensables à la Bretagne et notamment à la pêche.

C'est tout cela qui nous permet de nous organiser, très concrètement, pour être résilients et nous préserver des chocs du monde.

Une Bretagne robuste, c'est aussi une Bretagne attachée aux valeurs démocratiques, alors que nous voyons partout émerger des ingénieurs du chaos. Nous voyons toutes et tous une défiance des électeurs, qui comprennent mal la prise de décision politique, et se sentent parfois éloignés de nos hémicycles. Cette situation doit nous amener à repenser notre manière de construire des politiques publiques, en allant davantage vers nos concitoyens, qui sont aussi les bénéficiaires de nos services publics.

Ainsi, en cohérence avec le projet porté en 2021 avec Daniel Cueff, nous lancerons à la rentrée une initiative citoyenne pour construire un nouvel espace avec les bretons et les bretonnes. Il est indispensable de sortir de l'émotion et de transformer celle-ci en réflexion, pour bâtir ensemble des propositions durables.

Enfin notre stratégie pour la Bretagne c'est de porter toujours plus haut nos valeurs. Cela passe par la culture, le sport, nos langues. C'est notre soft power à nous, notre contribution à ce qui fonde l'âme européenne. L'Europe de 240 régions, ce sont autant d'identités qui font son influence. A l'inverse des puissances qui revendiquent une identité uniformisée avec une ligne unique, qui caractérise les autoritarismes.

Dans un monde où nous n'avons jamais eu accès à autant d'informations, nous sommes de moins en moins capable de nous projeter vers l'avenir.

Demain, quel nouvel évènement viendra alimenter la crise permanente dans laquelle nous évoluons désormais ? Pourtant, nous ne pouvons nous résigner à rester dans un état de sidération, de passivité et d'inaction.

Dans cet hémicycle, nous détenons un pouvoir d'action que nous avons le devoir d'employer au bénéfice des Bretonnes et des Bretons. Ainsi nous participons à la défense d'un modèle démocratique tourné vers l'intérêt général.

Cher.es collègues, je vous invite donc à nous mettre sans délai au travail, au service des Bretonnes et des Bretons.

Je vous remercie.